

# Pouvoirs respectifs de la fédération sportive et de la ligue professionnelle

**Lire les conclusions de :**

**Geneviève Gondouin**

Conclusions du rapporteur public

## DÉCISION DE JUSTICE

---

CAA Lyon, 4ème chambre – N° 08LY01804 – Ligue d’Auvergne de football c/ M.L. – 08 avril 2010 – C+ [↗](#)

Arrêt annulé en cassation : voir CE - 1er juillet 2011 - N° 340209

## INDEX

---

### Mots-clés

FFF, Fédération sportive, Ligue professionnelle, Ligue régionale, Compétence, Arbitre, Activités arbitrales, Règlement intérieur, Limite d’âge

### Rubriques

Actes administratifs

Résumé Conclusions du rapporteur public

## Résumé

### DECISION DU CE

<sup>1</sup> Aux termes de l'article L. 131-11 du code du sport : « Les fédérations agréées peuvent confier à leurs organes nationaux, régionaux ou départementaux une partie de leurs attributions conformément aux dispositions obligatoires prévues au deuxième alinéa de l'article L. 131-8 (...) » ; qu'aux termes de l'annexe I-5 aux articles R. 131-3 et R. 131-11 du même code, qui regroupe les dispositions que doivent contenir les statuts adoptés par les fédérations sportives agréées : « La fédération peut constituer, sous forme d'associations de la loi de 1901 (...), s'ils ont la personnalité morale, des organismes régionaux ou départementaux chargés de la représenter dans leur ressort territorial respectif et d'y assurer l'exécution d'une partie de ses missions (...) » ; qu'en application de ces dispositions, la Fédération française de football a créé des ligues régionales et leur a confié une partie de ses attributions ; que ces ligues régionales, au nombre desquelles figure la LIGUE D'AUVERGNE DE FOOTBALL, sont distinctes de la Ligue professionnelle de football dont les rapports avec la Fédération sont régies par les articles L. 131-9, R. 131-9 et R. 132-9 à R. 132-11 du code du sport ;

<sup>2</sup> Aux termes de l'article R. 132 10 du code du sport : « Relèvent de la compétence de la fédération : (...) 3° L'organisation et l'accession à la pratique des activités arbitrales » ; qu'aux termes de l'article 36 du statut de l'arbitrage de la Fédération française de football, alors en vigueur : « L'âge limite des arbitres en activité est fixé à 45 ans au 30 juin de la saison en cours pour les arbitres de la Fédération./ Pour les arbitres de Ligue ou de District, la limite d'âge est laissée à l'appréciation des Comités de Direction des Ligues selon les dispositions définies par la Commission Centrale Médicale (...) » ; qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que le comité directeur de la LIGUE D'AUVERGNE DE FOOTBALL, agissant dans le cadre de la délégation qui lui avait été légalement consentie par la Fédération française de football, était compétent pour arrêter le règlement intérieur de la commission régionale d'arbitrage qui fixe en son article 4 des limites d'âge pour les arbitres de 1ère division de ligue ainsi que pour l'accès à cette catégorie ; que, par suite, en estimant que le comité directeur de la LIGUE D'AUVERGNE DE FOOTBALL avait excédé ses compétences en interdisant aux arbitres de plus de quarante-deux ans l'accès à la catégorie de 1ère division et en en

déduisant qu’il était tenu d’abroger l’article 4 du règlement intérieur en tant qu’il imposait cette limite, la cour administrative d'appel de Lyon a entaché son arrêt d'erreur de droit

## ARRET CAA Lyon : annulé

3

L’organisation et l’accession à la pratique des activités arbitrales relèvent de la compétence de la fédération sportive et non de la ligue professionnelle en vertu de l’article R.132-10 du code du sport.

4

L’organisation et l’accession à la pratique des activités arbitrales relèvent de la compétence de la fédération sportive et non de la ligue professionnelle (art. R.132-10 du code du sport). Même si le « Statut de l’Arbitrage » élaboré par la Fédération française de football fixe à quarante-cinq ans la limite d’âge des arbitres fédéraux et laisse le soin « aux comités de direction des ligues » d’arrêter une limite d’âge, le comité de la ligue d’Auvergne est incompétent pour interdire aux arbitres de plus de quarante-deux ans l’accès à la fonction d’arbitre de catégorie L1. La Cour annule la décision de la Ligue d’Auvergne de football refusant d’abroger les dispositions de l’article 4 du règlement intérieur de la commission régionale des arbitres fixant à quarante-deux ans la limite d’âge des arbitres de catégorie L1.

# Conclusions du rapporteur public

**Geneviève Gondouin**

Rapporteur public à la cour administrative d'appel de Lyon

**Autres ressources du même auteur**



DOI : [10.35562/alyoda.5717](https://doi.org/10.35562/alyoda.5717)

<sup>1</sup> M. L. est arbitre de catégorie L 1 de la ligue d'Auvergne de football lors de la saison 2006 / 2007, pour la 4ème année. A l'issue de trois contrôles pratiques destinés à évaluer ses performances, il n'obtient pas des notes suffisamment bonnes pour faire partie des vingt arbitres autorisés à officier dans la même catégorie pour la saison 2007 / 2008. La commission des arbitres de la ligue d'Auvergne de football décide le 5 juin 2007 de le rétrograder en catégorie L 2, et confirme cette décision en août 2007.

<sup>2</sup> M. L. saisit alors le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF) d'une demande de conciliation (article L.141-4 du code du sport).

<sup>3</sup> Dans sa décision du 21 septembre 2007, le Comité tout en s'attachant à souligner que la procédure suivie pour l'évaluation ne lui paraît pas irrégulière, note néanmoins qu'en raison de l'âge de M. L. la décision aboutit à le priver définitivement de la possibilité de réintégrer un jour la catégorie L 1, même si ses résultats le lui permettaient. L'article 4 du règlement intérieur de la commission des arbitres de la Ligue d'Auvergne de football dispose, en effet, que les arbitres de plus de 42 ans, c'est le cas de M. L., ne peuvent plus être arbitres de L 1.

<sup>4</sup> Tout en soulignant que l'âge ne semble pas être le critère le plus pertinent pour vérifier les capacités d'un candidat au titre d'arbitre L 1 et tout en proposant à M. L. de s'en tenir à la décision contestée, le CNOSF propose également à la ligue concernée de prendre toutes les mesures utiles afin de supprimer la disposition du règlement intérieur de la commission des arbitres interdisant aux arbitres âgés de plus de 42 ans d'exercer leurs fonctions en catégorie L1. Cette solution permettrait ainsi à M. L., sous réserve de satisfaire à tous les contrôles, de retrouver sa place d'arbitre en L1.

<sup>5</sup> Mais la ligue n'accepte pas, le 3 octobre 2007, la seconde partie de la proposition, en d'autres termes elle n'accepte pas d'abroger la disposition litigieuse du règlement intérieur.

<sup>6</sup> M. L. saisit donc le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand d'une demande tendant à l'annulation de la décision de la commission régionale des arbitres de football d'Auvergne le classant en L 2 pour la saison 2007 / 2008 et de la décision du 3 octobre 2007 de la ligue

d'Auvergne de football refusant d'abroger la disposition du règlement intérieur qui interdit aux arbitres âgés de plus de 42 ans d'accéder en L 1.

7 Par un jugement du 5 juin 2008, dont la ligue d'Auvergne de football relève appel, le TA annule la décision de refus d'abrogation de la disposition contestée et rejette le surplus de la requête.

8 M. L. avait soutenu, devant les premiers juges, que le règlement litigieux introduisait une discrimination liée à l'âge. Tel avait d'ailleurs été l'avis du conciliateur du CNOSF.

9 Le TA, après avoir rappelé que « le règlement intérieur de la commission régionale d'arbitrage pris sur le fondement de l'article 36 du statut de l'arbitrage de la fédération française de football prévoit un âge limite de 45 ans au 1er juillet de la saison en cours pour les arbitres de 1ère division de ligue » et souligné « qu'il prévoit toutefois que l'accès à cette catégorie est interdite pour les arbitres de L 1 de plus de 42 ans alors même que leur notation le leur permettrait, » estime « que cette disposition crée ainsi une discrimination entre les arbitres de 42 à 45 ans dont les compétences physiques et techniques ont été également appréciées selon qu'ils exercent déjà en 1ère division ou qu'ils exercent en deuxième division et sont susceptibles d'accéder à la division supérieure ».

10 Et, alors que « la Ligue d'Auvergne de Football entend justifier cette discrimination entre personnes placées dans des situations semblables par le souci de permettre aux jeunes arbitres de gravir plus rapidement la hiérarchie dans le classement Ligue, les premiers juges en concluent que « dès lors que la condition physique est déjà prise en compte dans l'appréciation des arbitres, ce qui devrait favoriser les plus jeunes, cette discrimination ne repose sur aucun motif d'intérêt général en rapport avec l'objet de la mesure ».

11 Voyez par ex. CE n° 278105 du 25 avril 2006, Association « Avenir Navigant » et autres, pour le décret fixant à 55 ans l'âge limite d'exercice d'une activité de personnel de cabine pour les personnels navigants des transports aériens. « Cette limite d'âge qui répond à un objectif légitime de bon fonctionnement de la navigation aérienne et de protection des travailleurs, est proportionnée à l'objectif poursuivi » (req. 278105 – classé en A).

12 La Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité, saisie par M. L. le 12 juin 2009, présente devant vous un mémoire, comme l'article 13 de la loi du 30 décembre 2004 qui l'a créée, lui en donne le droit. Vous ne vous étonnerez pas que les conclusions de la Haute Autorité tendent à la confirmation du jugement attaqué.

13 La Ligue d’Auvergne de football ne relève appel, est-il besoin de le mentionner, qu’en tant que le jugement annule son refus d’abroger certaines dispositions du règlement intérieur litigieux.

14 Elle fait valoir que l’article 36 du statut de l’arbitrage dispose que l’âge limite des arbitres en activité est fixé à 45 ans au 30 juin de la saison en cours pour les arbitres de la fédération et que, s’agissant des arbitres de ligue, la limite d’âge est laissée à l’appréciation des comités de direction des ligues selon les dispositions définies par la commission centrale médicale dans le respect de l’examen médical défini à l’article 4 du statut de l’arbitrage.

15 Le moyen retenu par les premiers juges nous semble fondé, mais se pose ici la question essentielle de la compétence de la Ligue pour édicter une telle règle.

16 Le code du sport, dans son article L.131-9, dispose que les fédérations sportives participent à la mise en œuvre des missions de service public relatives au développement et à la démocratisation des activités physiques et sportives et qu’elles ne peuvent déléguer tout ou partie de l’exercice des missions de service public qui leur sont confiées si ce n’est au bénéfice des ligues professionnelles.

17 En vertu de son article R.131-9, les relations de la fédération sportive et de la ligue professionnelle sont fixées par une convention qui fixe la répartition de leurs compétences et les conditions dans lesquelles elles exercent les compétences mentionnées à l’article R.132-11, c’est-à-dire les compétences exercées en commun.

18 Mais l’article R.131-10 fixe les compétences réservées à la fédération, au nombre desquelles « l’organisation et l’accession à la pratique des activités arbitrales ».

19 Nous ne voyons donc pas comment, et en vertu de quoi ou de quel texte, la commission régionale des arbitres pouvait intervenir pour fixer, comme elle l’a fait, la disposition interdisant aux arbitres âgés de plus de 42 ans d’exercer leurs fonctions en catégorie L1, alors que la Ligue elle-même n’est pas compétente. Rappelons que les membres de la commission régionale des arbitres sont nommés chaque saison par le Comité directeur de la Ligue et qu’elle élabore son règlement intérieur qui est ensuite soumis pour homologation au Comité de direction de la Ligue (cf. le statut de l’arbitrage).

20 C’est bien un problème de compétence qui se pose, moyen d’ordre public et c’est la raison pour laquelle vous en avez informé les parties, le 19 février 2010, en application de l’article R.611-7 du CJA.

21 Est-il besoin d’ajouter que, même si la règle en l’espèce contestée avait été posée par la Fédération, elle aurait eu toutes les chances d’être également discriminatoire ?

22 Dès lors, vous rejetterez la requête de la Ligue d’Auvergne de football qui n’est pas fondée à se plaindre de ce que le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand a annulé la décision du 3 octobre 2007 par laquelle son comité directeur a refusé d’abroger ou, plutôt d’ailleurs, faire abroger l’article 4 du règlement intérieur de la commission régionale des arbitres en ce qu’il fixe à 42 ans la limite d’âge pour les arbitres voulant accéder à la catégorie L1.

23 Telles sont nos conclusions dans cette affaire.